CDEF
Centre de Doctrine d'Emploi des Forces
Division Recherche et Retour d'Expérience

LETTRE DU RETEX–RECHERCHE n° 6

26 novembre 2013

L'INTERVENTION MILITAIRE FRANÇAISE AU TCHAD (1969-1972)

Premier exemple de contre-insurrection moderne réussie

AVERTISSEMENT

Les Lettres du Retex – Recherche sont des notes exploratoires destinées à l'information des forces. Elles n'engagent que leurs auteurs.

Par le Colonel Michel GOYA, chef du bureau Recherche

CE QU'IL FAUT RETENIR

Le succès de l'intervention au Tchad de 1969-1972 est le résultat de :

- **la rapidité de mise en place des forces ;**
- **la centralisation des actions civiles et militaires sous l'autorité de l'ambassadeur de France ;**
- **la création d'emblée d'une structure de contre-rébellion complète avec une force de coercition, une force d'assistance militaire opérationnelle et une structure de réforme administrative ;**
- **la qualité d'une force aéroterrestre très mobile ;**
- **la fusion rapide avec le milieu ;**
- **la limitation des objectifs à la normalisation de la situation dans le pays utile.**

L'intervention au Tchad de 1969 et 1972 constitue la première campagne de contre-insurrection menée par les forces françaises dans un pays étranger **souverain mais aussi** un des très rares exemples de réussite **dans ce domaine. Peu médiatisée, elle reste pourtant toujours un modèle.**

Sauver N'Djamena de l'offensive du Frolinat

provoqués par le ressentiment d'une partie de la population, les musulmans semi-sédentaires du Centre et de l'Est du pays puis les nomades du Nord (Borkou-Ennedi-Tibesti ou BET), contre l'ethnie majoritaire chrétienne-animiste des Sara. Les Sara dominent l'administration depuis l'indépendance de 1960 et l'exercent souvent aux dépens des musulmans, jugés favorisés par le colonisateur français.

À partir d'octobre 1965 et le massacre des collecteurs d'impôts de Mangalmé, les tensions se transforment en révolte armée. L'armée nationale tchadienne (ANT), forte d'à peine 3 000 hommes,

intervient mais ses méthodes ne font qu'attiser le mouvement de révolte. C'est dans ce contexte qu'en avril 1966, **plusieurs mouvements d'opposition s'unissent à Nyala, au Soudan, pour former une organisation politico-militaire, le Front de libération nationale du Tchad (Frolinat),** soutenu par plusieurs pays environnants le Tchad (Libye, Soudan, République centrafricaine).

En s'appuyant sur ses bases arrières au Darfour et en République centrafricaine, le Frolinat s'implante rapidement dans les provinces sud-Est du Guéra (Mongo) et du Salamat (Am Timan) où il forme la « 1re armée » auprès de l'ethnie ouaddaïenne, puis dans le BET en 1968 auprès de l'ethnie gorane (« 2e Armée »). Le Frolinat est divisé et ses deux armées, qui ne représentent que quelques milliers d'hommes, ne coordonneront jamais leurs efforts. Pour autant, la culture guerrière de ses combattants et le soutien de la population musulmane permettent au Frolinat de menacer jusqu'à Fort-Lamy (N'Djaména). La situation du président **Tombalbaye est alors très critique. En prétextant l'aide étrangère à la rébellion, Tombalbaye invoque l'accord de défense du 15 août 1960 et l'accord d'assistance militaire technique du 19 mai 1964 pour faire appel à la France.** À l'été 1968, une première opération très rapide (et occultée dans les médias par l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie) permet à une compagnie parachutiste fortement appuyée par des AD-4 Skyraider de dégager le poste d'Aozou assiégé depuis plusieurs semaines. Cela n'améliore que marginalement la situation du gouvernement tchadien qui, en mai 1969, demande une aide plus conséquente.

http://www.fncv.com/biblio/conflits/autres/pays/tchad/

Un an après mai 1968 et en pleine campagne pour le référendum, le général de Gaulle hésite à lancer une expédition qui, quelques années après les indépendances africaines et la guerre d'Algérie sera désapprouvée par une partie de l'opinion publique. Le chef d'état-major des armées n'y est pas favorable au contraire de Jacques Foccart et de l'ambassadeur à Fort Lamy, Fernand Wibaux. L'appel de plusieurs chefs d'État africains le décide. **La France s'engagera afin d'assurer la crédibilité de sa protection.**

Personne n'envisage alors une mission d'interposition afin de couper en deux le pays pendant des années et de « tirer la violence vers le bas ». Plus classiquement, **on décide de faire la guerre au Frolinat, en s'attaquant à ses bandes armées et en lui retirant le soutien de la population** afin de permettre à une administration et une armée locales renouvelées de reprendre le contrôle de son pays. Dans l'esprit du général de Gaulle cette contre-rébellion ne doit pas durer plus de quelques mois et, autre nouveauté, n'employer que des soldats professionnels.

Une organisation originale de contre-rébellion

Dans sa forme, **la campagne est d'abord interministérielle.** Le ministère des affaires étrangères doit s'efforcer de convaincre les pays voisins du Tchad de cesser leur aide à la rébellion. La Défense forme une **Mission militaire** qui se subdivise elle-même en une **force aéroterrestre** pour agir directement contre les forces rebelles et une **force de conseillers pour encadrer et former l'ANT.** Enfin, le ministère de la coopération forme la **Mission pour la réforme administrative** (MRA) afin de réorganiser l'administration tchadienne mais aussi d'aller au plus près de la population pour l'aider. Bien entendu ces « lignes d'opérations » parallèles vont générer des tensions entre Français et certains Tchadiens (le général Arnaud est rappelé à Paris pour s'être violemment opposé au président Tombalbaye), entre Français (qui doit gérer les milices villageoises, la mission militaire ou la MRA ?), voire même susciter des contradictions (l'arrêt des opérations dans le BET pour mieux négocier avec Kadhafi) mais **les conflits sont arbitrés par un chef unique, l'ambassadeur de France, et l'ensemble reste cohérent du début à la fin de l'opération.**

Outre la simultanéité des actions et leur mise en cohérence par une autorité unique, **une autre force de l'opération est l'implication très forte des Français au sein de l'appareil administratif et militaire tchadien.** La France considère en effet que là se trouve la racine du mal et elle impose sa réorganisation sous sa tutelle comme condition première de son aide.

Confiée au gouverneur Pierre Lami, la Mission pour la réforme administrative est conçue comme une **force d'assistance technique d'une soixantaine d'administrateurs civils et surtout de militaires français implantés dans les préfectures, sous-préfectures, voire cantons,** dès lors que la sécurité est devenue suffisante. Pierre Lami est membre du **Comité de défense civilo-militaire** et traite directement avec le président Tombalbaye tandis que les cadres de la MRA supervisent le travail des préfets. Pendant ce temps plusieurs dizaines de sous-officiers vont dans les villages pour y satisfaire les doléances (puits, pistes, greniers à mil, dispensaire, soins médicaux, stations de pompage) et aider à la mise en place de milices de dix à vingt hommes.

Du côté militaire, **la France engage jusqu'à 650 cadres** (en 1970) **dans le centre de formation de Moussoro, pour le recyclage des compagnies d'infanterie, et l'école d'officiers à Fort-Lamy, puis à l'intérieur des différentes unités de combat.** De fait, à la fin de 1969, **l'ANT est une armée franco-tchadienne** où beaucoup de commandants de compagnie et de chefs de section sont français, en attendant leur remplacement progressif par des cadres locaux suffisamment formés. L'ANT franco-tchadienne fournit un groupement à Abéché dans l'Est et à Faya-Largeau, la base opérationnelle pour le BET.

http://www.fncv.com/biblio/conflits/autres/pays/tchad/

Parallèlement à cette force d'assistance, la France engage également une **force d'action directe contre les rebelles.** Celle-ci présente plusieurs originalités.

La première est son **caractère entièrement professionnel,** ce qui pousse d'abord à la professionnalisation « en cours d'action » du 6e Régiment interarmes d'Outre-Mer (RIAOM) en place à Fort-Lamy depuis 1965, puis à celle de troupes présentes en métropole. Le 3e Régiment d'infanterie de Marine (RIMa), composé d'appelés, apprend ainsi en août 1969 qu'il devra engager un groupement (on parle alors d'État-major tactique, EMT) fort de deux compagnies professionnelles pour la relève de mars 1970. Certains marsouins n'auront que deux mois de service avant de partir pour 14 mois dans ce qui est alors la mission la plus dangereuse de l'armée française.

Les forces terrestres françaises sont très peu nombreuses sur le théâtre. Elles sont regroupées en deux états-majors tactiques (EMT). Le premier est le **6e RIAOM** de Fort-Lamy, fort de la **Compagnie parachutiste d'infanterie de marine** (CPIMa) et d'un escadron blindé léger, sur véhicules Ferret. Le second est fourni par le **2e Régiment étranger parachutiste** (REP), avec deux compagnies implantées à Mongo et Fort-Archambault (Sarh). Ces **quatre unités élémentaires** seront susceptibles d'être renforcées d'un EMT venu de métropole. Même avec un soutien limité au strict minimum, l'ensemble est extrêmement réduit pour combattre 3 000 à 5 000 hommes au milieu de 3,8 millions d'habitants et sur territoire grand comme deux fois la France.

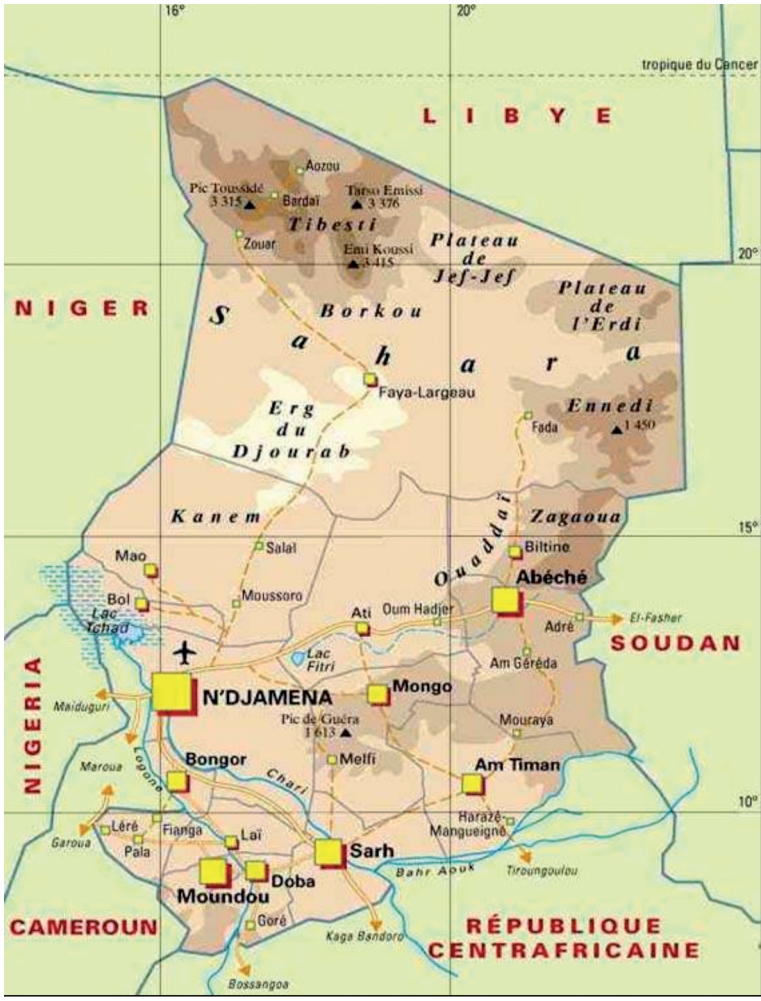
Ce faible volume est **compensé d'abord par l'intégration d'unités tchadiennes** dans les forces françaises, comme la compagnie parachutiste de l'ANT affectée au 6e RIAOM, **par une grande activité,** les compagnies étant en quasi-nomadisation permanente, et **une connaissance du milieu** qui s'accroît au fur et à mesure de la longue mission. Surtout, **les capacités des moyens terrestres sont multipliées par leur association avec une puissante composante aérienne.**

Celle-ci se compose d'abord de **trois détachements d'intervention héliportés** (DIH) de six hélicoptères H34 (on ira jusqu'à 22 au total) pour le transport (7 passagers dans les conditions climatiques du Tchad) et l'appui-feu (avec une redoutable version Pirate armée de deux canons de 20 mm). Il existe ensuite une **composante aviation légère** avec des

Alouette II qui serviront surtout de postes de commandement volants et des avions d'observation Piper Tricaper. Les Français disposent aussi d'une petite **flotte de transport aérien** avec les 12 DC-3 Dakota et le DC-4 tchadiens, la dizaine de Nord 2501 qui sert un peu à tout (largages par air, sauts opérationnels, éclairement nocturne, un Nord-POM armé de canons de 20 mm est même expérimenté mais sans succès) et enfin de 4 C-160 Transall, dont c'est le premier engagement. Enfin, **entre six et neuf avions à hélice AD-4 Skyraider** (4 canons de 20 mm et 3 tonnes de munitions) **serviront d'artillerie volante.** Le Tchad se couvre d'un échiquier de pistes et de plots de ravitaillement.

À l'exception des blindés légers, **la force française est une force d'infanterie légère dont la presque totalité du soutien et des appuis vient des airs.** On renouvelle ainsi l'expérience britannique des Chindits fusionnés avec l'Air Commando 1 en Birmanie en 1944 et on préfigure les *Marine expeditionary units* (MEU) du Corps des Marines américains.

Ce dispositif commence sa mise en place à partir d'avril 1969. Il est reconduit et même renforcé à la fin de l'année alors qu'il a déjà prouvé son efficacité.



Contrôle de la population au Sud, destruction des bandes dans les montagnes du Nord

La première grande offensive civilo-militaire a lieu au centre et à l'est du pays à partir de la base de Mongo. L'EMT 1 du 2e RAP arrive le 7 avril 1969 avec pour mission de réduire les bandes rebelles afin de les mettre à la portée des forces de sécurité nationales et de faciliter la reprise d'une activité civile normale. Une semaine après son arrivée, un de ses éléments est accroché par une bande de 250 rebelles qui commet l'erreur de venir à son contact. Selon une séquence qui se reproduira fréquemment, la bande est fixée par l'élément au contact puis encerclée par des sections héliportées avant d'être réduite par une combinaison de feux aériens et de corps à corps. Plus de 50 cadavres rebelles sont dénombrés alors que les Français n'ont subi aucune perte. C'est un choc pour les rebelles, qui vont désormais éviter le combat direct, mais aussi pour le camp loyaliste qui reprend confiance.

L'EMT 1 et le 6e RIAOM dans le Chari (remplacé par un autre EMT de Légion en octobre 1969) vont ainsi multiplier les opérations de traque des bandes pendant un an. Au fur et à mesure de la progression française, la MRA multiplie les projets d'aide à la population, remet en place une administration locale, y compris les chefferies traditionnelles des sultans, et installe un maillage de petites milices villageoises. En juin 1970, **plus de 2 400 armes ont déjà été distribuées à 60 milices.** Le Frolinat perd progressivement le contact avec la population alors que l'action diplomatique de la France lui coupe le soutien de la République centrafricaine. **En mars 1970, la situation est suffisamment pacifiée dans ces régions pour ne relever qu'un seul des deux EMT.** Renforcé d'une compagnie de l'ANT, le 3e RIMa continue la politique de nomadisation du 2e RAP jusqu'à obtenir la fin des opérations militaires du Frolinat au moment de la saison des pluies. **La mission du 3e RIMa évolue alors vers le soutien de la MRA avec l'aide aux populations, la formation des milices, dont le nombre**

dépasse la centaine à la fin de 1971, et l'incitation au ralliement. Une dernière offensive du Frolinat à lieu en février 1971 qui se termine comme le premier combat du REP par la destruction de la bande rebelle sans aucune perte française.

À ce moment-là, **le centre de gravité des opérations militaires s'est déplacé vers le nord du pays.** Celles-ci se déroulent en deux phases. **La première, qui occupe tout le deuxième semestre 1970, est clairement défensive.** Le nouveau régime libyen du colonel Kadhafi apporte son soutien à la « 2e armée » du Frolinat et en juillet 1970 celle-ci se sent assez forte pour lancer une série d'offensives sur tous les postes avancés du BET. La CPIMa est engagée depuis la base de Faya-Largeau. Le 11 octobre, après deux jours de reconnaissance dans le Borkou, le 1er commando est pris dans une embuscade dans la palmeraie de Bedo. La bande rebelle est finalement détruite mais 11 soldats français ont été tués et 16 autres blessés. Avec les renforts venus de Fort-Lamy et de Fort-Archambault, les Français parviennent à dégager les postes encerclées.

Au début de 1971, le général Cortadellas, commandant la mission militaire, décide de passer à son tour à l'offensive avec l'opération *Bison.* De janvier à juin 1971, 900 soldats français et 350 tchadiens, avec 150 véhicules, 18 hélicoptères et 8 avions traquent les rebelles Toubous dans les refuges montagneux du Tibesti. Depuis Faya-Largeau, des bases avancées sont créées avec la CPIMa portée par Transall, rejoints ensuite par un DIH et des Skyraider, pour lancer enfin, une fois les pleins faits, l'ensemble des forces dans le bouclage et la destruction des bandes repérées. **Des opérations de ce type vont durer jusqu'en juin, provoquant des pertes très sévères au Frolinat mais ne parvenant pas à obtenir la décision.** La consolidation avec les forces paramilitaires ne peut s'opérer et l'ANT reste en position délicate dans le BET.

Avec l'opération *Bison* mais aussi la résistance grandissante à la réforme de l'administration, la France atteint les limites de son action. Le choix pourrait être fait de poursuivre plus avant avec des moyens accrus mais on y renonce devant le coût humain (50 morts en trois ans, dont 26 à la CPIMa), financier et politique élevé que cela induirait pour des résultats aléatoires et finalement marginaux. **Le Tchad utile est pacifié et l'ANT, forte des 12 nouvelles compagnies formée et équipées par les Français (mais aussi les Belges au Zaïre), peut désormais en assurer la sécurité.** Le Frolinat, divisé, est très profondément affaibli et perd, au moins provisoirement, ses soutiens extérieurs : le Soudan de Nimeiry et la Libye de Kadhafi qui vient de signer des fructueux contrats d'armement avec la France. Le moment est choisi pour organiser le repli. À l'été 1971, le 6e RIAOM reste seul avec quelques éléments aériens comme force de soutien et d'appui. Le nombre de conseillers est réduit à 200 à la fin de 1972. À l'été 1972, une campagne de relations publiques avec comme point d'orgue la visite du président Pompidou au Tchad, est organisée pour marquer symboliquement la fin de la mission française et sa réussite.

Ce succès limité était cependant provisoire, les causes profondes qui avaient causé la rébellion (et particulièrement la fracture ethnique Nord-Sud) n'ayant pas disparu. En 1975, le président du Tchad demande le départ des dernières forces françaises. Trois ans plus tard, celles-ci sont obligées d'intervenir à nouveau.

CENTRE DE DOCTRINE D'EMPLOI DES FORCES
Division Recherche et Retour d'Expérience
1, place Joffre – Case 53 – 75700 PARIS SP 07
www.cdef.terre.defense.gouv.fr